VENEZUELA - Voir vivre Nasser

Thierry Deronne

lundi 10 septembre 2007, mis en ligne par Thierry Deronne

Août 2007. Le Sommet social de Caracas accueille les fils de Gamal Abdel Nasser et de Patrice Lumumba. Abdul Hakim Nasser rappelle les conditions difficiles dans lesquelles son père lança la révolution égyptienne dans les années 60 et l'effort tout particulier placé dans la gratuité de l'éducation, comme aujourd'hui au Venezuela. Roland Lumumba dénonce « le monopole privé des médias, ce mur de Berlin entre les peuples du Sud ». Lors de leur rencontre avec le président vénézuélien, les africains l'associent d'emblée aux luttes pour l'indépendance de leurs pères. Nasser le remercie pour son clair appui au peuple libanais lors de l'agression d'Israël : « Vous êtes perçu aujourd'hui comme un héros dans tous les pays arabes ». « Nous savons ce que ressent, profondément, le peuple arabe », leur répond Hugo Chávez, « il faut que renaisse avec force la thèse du socialisme arabe développée par Gamal Nasser ».

Les affiches qui réunissent Nasser et Chávez dans les rues de Beyrouth., rappellent les nombreux points communs entre les deux hommes. Passion pour la révolution française. Refus de la misère et de la dépendance pour leur peuple. Probité personnelle. Tous deux ont initié sans bain de sang, sans terreur, des réformes agraires, de vastes campagnes d'éducation, les nationalisations de banques, d'industries, de ressources pétrolières. Certes Nasser limita les activités des partis politiques. Pas Chávez, légitimé par une dizaine de scrutins validés par les observateurs internationaux. En politique étrangère on voit la continuité entre la Conférence de Bandoeng (1955) qui convertit Nasser en un des leaders des non alignés, et la politique multipolaire des Vénézuéliens - PetroSur, TeleSur, Banque du Sud. L'Union des républiques latino-américaines chère à Chávez fait écho à la République Arabe Unie de Nasser.

La ressemblance ne s'arrête pas là. Les deux processus subissent la même propagande occidentale. Un récent article du *Monde diplomatique* [1] rappelle que lorsqu'Israël occupe le Sinaï en 1967, c'est Nasser et le monde arabe que les journalistes français accusent d'agression. Isolé, le général de Gaulle aura beau expliquer qu'« Israël organise, sur les territoires qu'il a pris, l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions ; et il s'y manifeste contre lui une résistance qu'à son tour il qualifie de terrorisme « . Les médias français, du *Nouvel Observateur* au *Figaro*, font d'Israël la victime de Nasser et jettent des milliers de manifestants dans la rue pour appuyer la guerre.

Une campagne identique, efficace, prétend faire de la révolution démocratique de Chávez une "menace totalitaire". Le 7 janvier 2007 Lamia Oualalou du *Figaro* déplore le fait que l'opposition vénézuélienne "ait de moins en moins d'espace pour s'exprimer". Le 8 janvier *Les Échos* dénoncent "l'autoritarisme croissant de Chávez". Le 9 janvier, *Le Monde* attaque sur les « pouvoirs spéciaux de Chávez ». Or qu'en est-il sept mois plus tard ?

Non seulement la « dernière télévision indépendante fermée par Chávez » émet toujours mais les 70% du spectre radioélectrique sont aux mains de l'opposition, comme la majorité des radios et de la presse écrite vénézuéliennes. Certains de ces médias ont l'appui financier des États-Unis (via la NED, société-écran de la CIA). Reuters, AP, CNN ou Fox les relaient partout sur la planète, ce qui explique que 95% des « informations » transmises sur le Venezuela reflètent, en France, les vues de la droite vénézuélienne.

Quant aux « pouvoirs spéciaux » accordés au président par le parlement, et présentés par ces médias comme une « dérive autoritaire », ils ont simplement permis d'accélérer les nationalisations du téléphone, de l'électricité, de bassins pétroliers afin de stimuler le développement national. Au Venezuela, en septembre 2007, les rues bruissent à nouveau de discussions, d'assemblées populaires, sur le thème de la nouvelle constitution, qui, si elle est approuvée par référendum populaire en décembre 2007, instaurera le pouvoir communal comme pilier de l'État et la réduction du temps de travail. *Le Figaro*, *Le Monde*, *Libération* et *Charlie-Hebdo* ont déjà leur version de cette fête démocratique et vont la marteler d'ici

décembre 2007 : « Chávez-président-à-vie ». Un des articles soumis au vote populaire instaurerait un droit dont jouissent déjà les populations du Royaume-Uni, de France, d'Espagne, d'Allemagne, d'Autriche, d'Irlande, d'Italie ou du Portugal : celui de réélire le président ou le premier ministre de leur choix autant de fois qu'elles en ont l'envie.

La démocratisation du spectre radioélectrique, la gestion participative des municipalités et des politiques publiques, le boom économique et la baisse de la pauvreté, la reconstruction des services publics au Venezuela, n'intéressent pas la majorité des journalistes européens. Edward Saïd note que dès les années 50 les études occidentales sur la modernité refusaient de prendre en compte les nationalismes arabes, l'Égypte de Gamal Abdel Nasser, l'Indonésie de Sukarno, les nationalistes palestiniens, etc [2]. La gauche qui regarde le vingt heures préfère le social-libéralisme de Lula et de Bachelet, voire le « contre-pouvoir » zapatiste. Oubliant d'analyser l'abandon de la réforme agraire au Brésil, le creusement des inégalités au Chili, la perte d'influence de Marcos au Mexique. Alors que le mouvement nassérien libanais s'intéresse de près au modèle vénézuélien et au renforcement de l'État comme régulateur du marché, cette gauche postmoderne s'enferme dans une vision parcellaire et dans la récupération multiculturelle (mes travailleurs, mes femmes, mes indigènes..). Incapable de voir le phénomène comme un tout historique, porteur d'avenir pour l'Humanité. Elle va même jusqu'à donner des leçons de démocratie (déguisées en critique de gauche) à un « militaire ex-putschiste » qui en huit ans a fait plus pour l'égalité politique et les libertés sociales, économiques que n'importe quel autre homme d'État. Elle a oublié que son propre avenir passait par l'alliance avec ces républiques sociales, ces nationalismes démocratiques et ces États nouveaux pétris d'idées socialistes qui naissent sous les espèces du bolivarisme et du nassérisme [3].

Thierry Deronne, Caracas, septembre 2007.

Notes

[1] « Même de Gaulle était isolé », par Alexis Berg et Dominique Vidal, *Le Monde diplomatique*, août 2007, http://www.monde-diplomatique.fr/2007/06/BERG/14839.

[2] *Covering Islam*, Edward G. Said, Random House Mondadori, 2006, p. 128.

[3] Un islamisme ouvert sur sa gauche : l'émergence d'un nouveau tiers-mondisme arabe ? Par Nicolas Dot Pouillard. http://www.mouvements.asso.fr/spip.php?article127.